



**Discours de Monsieur Didier Reynders,  
Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères  
du Royaume de Belgique**

**Présentation des priorités belges à la  
Commission Permanente de l'Assemblée parlementaire**

**Bruxelles, le 18 novembre 2014**

Madame la Présidente de l'Assemblée parlementaire,  
Madame la Présidente du Sénat,  
Messieurs et Mesdames les Parlementaires,

Je suis très heureux de m'adresser à vous aujourd'hui, quelques jours à peine après ma prise de fonction officielle en tant que Président du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. J'accorde énormément d'importance à la démocratie parlementaire au niveau régional, belge et européen. C'est un élément essentiel de la légitimité des gouvernements et des institutions. Ces fondements démocratiques sont à la base des normes que le Conseil de l'Europe a non seulement définies mais aussi vaillamment défendues depuis sa création. Je me réjouis dès lors de la discussion préliminaire que nous pourrons avoir aujourd'hui et des discussions à venir lors des autres rencontres que nous aurons avec cette Commission et avec l'ensemble de l'Assemblée parlementaire pendant toute la durée de la Présidence belge.

Les normes défendues ardemment par le Conseil de l'Europe et les Etats qui le constituent ne peuvent pas être considérées comme des acquis irréversibles. Les derniers mois ont soulignés à quel point les défis que nous devons relever pour continuer à défendre les valeurs auxquelles nous croyons sont nombreux. Face aux évolutions inquiétantes, tant au sein des Etats Membres qu'entre eux, nous devons refuser le repli sur soi et renforcer la coopération internationale pour défendre nos valeurs. Le Conseil de l'Europe a un rôle extrêmement important à jouer et je veillerai à le soutenir dans sa tâche. Je suis par ailleurs convaincu du rôle spécifique précieux que peut jouer l'Assemblée parlementaire dans ce contexte. C'est pourquoi la première priorité que la Belgique a mise en avant dans le cadre de sa présidence est le soutien aux efforts du Secrétaire général en vue de la mise en œuvre des recommandations de son rapport sur la « Situation de la Démocratie, des Droits de l'Homme et de l'Etat de Droit en Europe ». La Belgique accordera également une attention particulière à la poursuite de la réforme de l'organisation.

Un autre moyen de faire face aux changements qui affecte l'Europe aujourd'hui est de renforcer la coopération entre organisations, notamment les organisations internationales actives dans le même domaine en Europe. C'est une autre priorité de notre présidence. A cette fin, j'ai rencontré mercredi, en compagnie du Secrétaire Général Jagland, Mme Federica Mogherini, la Haute Représentante de l'Union



européenne. Nous avons convenu de continuer à renforcer les synergies entre les deux organisations. Nous avons également prévu d'organiser prochainement une session spécifique du Conseil Affaires étrangère en la présence du Secrétaire général Jagland sur un thème d'intérêt commun qui devra être confirmé. J'ai par ailleurs rencontré vendredi dernier le Président de la Confédération Helvétique, qui préside l'OSCE cette année. Des contacts ont été établis également avec la future présidence serbe avec laquelle nous avons convenu d'entreprendre des activités conjointes. Enfin, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec le Directeur du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH), Michaël Link, avec lequel nous avons envisagé des pistes concrètes visant à favoriser la coopération entre les organisations. A cet égard, la situation dans les pays à l'est du continent doit être analysée et traitée sous l'angle de la synergie entre ces institutions, afin d'y préserver l'intégrité territoriale et le respect des droits fondamentaux.

La crise ukrainienne reste au cœur de nos préoccupations. Les manquements graves aux principes fondamentaux et démocratiques ont amené la population à rejeter catégoriquement l'ordre établi. L'annexion de la Crimée, les violences persistantes et la récente augmentation de la présence militaire à l'est de l'Ukraine - malgré l'accord conclu entre les parties - mettent en péril la stabilité et la sécurité de l'Ukraine mais aussi de l'Europe entière. Je me rendrai prochainement en Ukraine et en Russie, en tant que Président en exercice du Comité des Ministres. J'accorderai lors de cette visite une attention particulière au travail effectué par le Conseil sur le terrain pour répondre aux demandes d'assistance qui lui sont adressées. Les réformes internes sont indispensables pour assurer un avenir conforme aux valeurs essentielles qui sont au cœur du travail du Conseil.

Madam Chair  
Distinguished deputies,

You have received the document published last week by the Council and detailing our priorities. It is a varied and ambitious program. I am proud to underline that it is the result of a fruitful collaboration of all the concerned Belgian institutions – at the federal and regional level. Allow me to elaborate on some of the specific events that Belgium will organize during its chairmanship.

The Belgian Chairmanship will endeavour to ensure the effectiveness of the European Convention on Human Rights system, the cornerstone of which is the right of individual petition. Following on from the conference of Brighton in 2012, the Belgian Chairmanship will organise in Brussels in March a high-level conference on the "Implementation of the European Convention, our shared responsibility".

Belgium attaches great importance to the protection of human rights and gives particular attention to disadvantaged persons and the most vulnerable individuals. In this context, a conference on the "best interests of the child" will be held. Considering the agenda of your session today, you might be interested to know as well that I will



publish a joint communique with the he Secretary General Jagland at the occasion of the International Day on Ending Violence against Women, next week.

Social rights are closely related to human rights and will be given proper attention during Belgium's Chairmanship with a colloquy that will take the results of the Turin Conference as a basis and with the organisation of a new European Youth Work convention.

Belgium wholeheartedly supports the "No Hate Speech" campaign run by the Council of Europe. On 27 January 2015, the whole world will be commemorating the liberation of Auschwitz-Birkenau concentration and death camp. The Belgian Chairmanship is proud to join in the Parliamentary Assembly's initiative to hold a major event in Strasbourg to make that commemoration reflect our respect for the victims and show that we are directing our memory towards the future.

Brussels will also host in March a Conference on "Ensuring neutrality, impartiality and transparency in elections: the role of electoral management bodies".

The Ministerial Conference we will organize in May will allow us to take stocks of the results of all these events. It will allow us to optimize and reinforce the role of the Council of Europe. The Conference will also serve as an opportunity to go forward in the concretization of a new Summit focusing on "Democratic Security" in Europe. 10 years after the Summit of Warsaw and the Juncker Report, the Member States of the Council need to precise their vision of the future of the Council.

I am really looking forward to having a first exchange of views on our program and on our priorities with this Committee today to working with the Assembly as a whole throughout the entire period of the Belgian Presidency.

I thank you.